

Une aventure passionnante de la francophonie

Jean Semal et Didier Spire

Rédacteurs en chef

Une bonne année à tous et bonne sixième année aux lecteurs de notre revue !

Deux gènes humains auraient été découverts récemment. L'un gèrerait le stress et les névroses, l'autre l'aptitude au bonheur. N'y aurait-il pas prédominance de ce deuxième gène dans la conscience collective qui anime les *Cahiers Agricultures* ? La relecture des cinq volumes parus depuis 1992 permet de l'affirmer, au vu du premier bilan de ce qui fut l'épopée de cette nouvelle revue.

Initiées sous les auspices de l'Aupelf-Uref en partenariat avec les éditions John Libbey Eurotext, selon un projet défini en commun par le Directeur général Recteur Michel Guillou et le Directeur de la publication Gilles Cahn, la revue se voyait confier la mise en œuvre d'un cahier des charges particulièrement original par rapport aux revues scientifiques classiques de l'époque.

Tout d'abord, il s'agissait de mettre à la disposition de la francophonie une publication couvrant largement, sur le plan scientifique comme géographique, tous les secteurs de la recherche agronomique avec des textes rédigés en français tout en étant accessibles à des lecteurs de culture et de langues différentes.

L'objectif s'est concrétisé par l'usage conjoint du français et de l'anglais dans toutes les légendes des figures, illustrations et tableaux ainsi que par la présentation d'une « abridged version », généralement étoffée, avec des renvois à l'iconographie et aux tableaux. Cette politique, cependant, a semblé parfois

malaisée à prendre en compte par nos auteurs, qui paraissent avoir eu quelques difficultés à proposer les résumés anglais substantiels de leurs articles requis par une véritable ouverture vers le multilinguisme.

Ceci est d'autant plus paradoxal que, dans le même temps, nombre de publications autrefois publiées en français venaient, abusivement selon nous, dans le tout-en-anglais. L'Aupelf-Uref s'étant engagée fermement en faveur du multilinguisme comme support de la diversité, les *Cahiers Agricultures* se sentent confortés dans la poursuite et le renforcement d'une politique d'ouverture vers les autres mondes culturels, notamment via l'emploi de la langue anglaise.

Un deuxième objectif visait à donner à la nouvelle revue un large lectorat, en lui conférant une dimension pédagogique qui, tout en respectant les arcanes de la rigueur scientifique, permettrait de susciter l'intérêt et de stimuler la compréhension d'un large public, qui n'était pas nécessairement au fait de toutes les facettes de la recherche agricole, avec ses jargons spécialisés.

On envisageait également l'utilisation des contenus par les enseignants et les étudiants dans des buts didactiques, et c'est principalement dans les synthèses et les brèves que cet objectif a trouvé sa concrétisation. Mais alors que ces deux rubriques constituent l'épine dorsale de la revue, ce sont souvent elles pour lesquelles les manuscrits se font le plus désirer.

Or, dès le premier numéro, l'importance des articles de synthèse dans une revue

J. Semal : Unité de phytopathologie, Faculté des sciences agronomiques, 2, passage des Déportés, B-5030 Gembloux, Belgique.

D. Spire : INRA-Pathologie végétale, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles, France.

généraliste comme la nôtre s'était manifestée, notamment par le nombre élevé des demandes de tirés à part adressés aux auteurs.

Un nouvel effort devra donc être entrepris en la matière, pour trouver les scientifiques chevronnés et talentueux susceptibles de fournir « l'État de l'art » de leur discipline.

Au cours des deux dernières années (1995 et 1996), des numéros à thème ont été élaborés, soit portant sur des sujets d'actualité où des mises au point s'avéraient opportunes, soit traitant d'événements de grande importance sur le plan des agricultures planétaires, comme la célébration du cinquantenaire de la FAO à Québec en octobre 1995 ou encore le Sommet mondial de l'alimentation tenu à Rome en novembre 1996. À cet égard, le dernier numéro traitant de la Sécurité alimentaire a connu un succès considérable et des appréciations flatteuses furent reçues en provenance d'horizons très divers. Cela indique que les *Cahiers Agricultures* occupent désormais une place originale dans l'éventail des revues d'agronomie. Il conviendra de capitaliser cet accueil favorable en analysant en quoi et comment nous avons répondu à des besoins spécifiques.

Un autre objectif encore : on entendait assigner aux *Cahiers Agricultures* une fonction de liaison et de rayonnement pour les différents réseaux créés au sein de l'Aupelf-Uref dans des domaines connexes aux agricultures, notamment les réseaux thématiques de recherche et les réseaux institutionnels. Malgré quelques exceptions notables, cette fonction n'a pas connu le développement espéré et il conviendra de définir des *modus operandi* susceptibles, à l'avenir, de promouvoir les synergies entre acteurs qui œuvrent au sein du monde francophone.

Dans le cadre de l'Aupelf-Uref, une importance considérable est accordée aux opérations internationales au sein de la francophonie et il était patent que les *Cahiers Agricultures* seraient investis d'une mission particulière à cet égard. Nous avons dès lors été très attentifs à ce que l'accès à notre revue ne soit pas abusivement freiné par des considérations formelles de style, de conventions ou de modes passagères. Il convenait aussi que les grands partenaires géographiques de la francophonie, tant du Sud que du Nord, puissent exprimer l'originalité de leurs situations, de leurs analyses et de leurs modes d'expression, tout en conservant à l'ensemble des textes une cohéren-

ce de bon aloi. Dans cette optique, un important travail de lecture a souvent été indispensable et les auteurs s'y sont rangés de bonne grâce.

Enfin, dans l'optique de la prise en charge des approches systémiques des questions agraires dans toute leur complexité, il convenait de donner aux travaux de terrain l'importance considérable qu'ils revêtent et qui ne leur était guère reconnue à une époque où l'hyperspécialisation florissait et où le saucissonnage des problèmes à l'infini permettait aisément de dire tout à propos de presque rien.

À chacune des étapes qui viennent d'être évoquées, les orientations et les impulsions du comité scientifique et du comité de rédaction furent précieuses pour définir les lignes directrices de la revue, pour élaborer les programmations et les sommaires et pour suggérer les réorientations nécessaires.

Par ailleurs, la grande compétence professionnelle et les qualités relationnelles des équipes œuvrant chez John Libbey Eurotext, ainsi que les appuis et encouragements reçus des responsables de l'Aupelf-Uref, furent déterminants dans le maintien de la qualité des 29 numéros de la revue publiés à ce jour.

Un florilège dense et coloré

En cinq ans, dans 29 numéros, 171 articles ont été publiés, dont 52 synthèses et 6 dossiers spécialisés. Voilà de quoi nourrir une approche agronomique très large dont nous pouvons essayer de tirer quelques principes et orientations.

En premier lieu, la revue a réussi à équilibrer, dans ses pages, le point de vue des spécialistes des sciences biologiques et celui des socio-économistes. Et nous souhaitons que cela reste ainsi dans le futur, car rares sont les publications où l'on peut s'enrichir de points de vue aussi variés. Les lecteurs qui auront parcouru les analyses, les opinions, les réflexions, les méthodes diverses employées, seront au fait de la vraie culture agronomique du siècle prochain !

Qui plus est, de nombreux articles font appel à la pluridisciplinarité, tant il est vrai que l'appréhension de la réalité ne peut venir de l'analyse d'un seul aspect des problèmes : nous nous inscrivons résolument dans la complexité, dans une réalité en devenir.

Étant francophone, la revue a valorisé l'ensemble des facettes des recherches poursuivies dans les pays qui ont le français en partage. Peu de synthèses nous sont venues d'Afrique, mais la publication de 45 articles originaux ou notes de recherche pleins d'intérêt, provenant de ce continent, montre que notre revue, non seulement y est lue, mais y est reconnue comme vecteur de communications scientifiques de qualité. Nos collègues canadiens, quelque peu silencieux dans un premier temps, rattrapent leur retard et une dizaine d'articles sont en chantier. Quant au Viêt-nam, il est désormais au rendez-vous.

Quelques grandes idées directrices ont traversé notre quinquennat et une série de lignes de force s'entremêlent avec bonheur pour dresser un panorama particulièrement vivant de l'agriculture d'aujourd'hui.

Concernant le sol et sa préservation pour une agriculture durable, « *Agricultures* » a insisté, dans des articles très divers, sur les changements techniques, les modifications des systèmes de culture (la jachère européenne) qui fragilisent certains sols. Cela va jusqu'à l'érosion, l'effondrement des structures, la baisse de fertilité pour lesquels des mesures correctives ont été proposées. Nombre d'auteurs ont insisté sur les problèmes que posent les déséquilibres en azote dans les sols. Ces articles illustrent un débat qui parcourt les divers numéros et conduit à un raisonnement diversifié sur l'assolement des cultures et la pollution de l'environnement, en particulier par les nitrates.

La réflexion sur les sols débouche sur les problèmes d'environnement et sur la stratégie de nouvelles industries vertes. Cet environnement, évoqué souvent en filigrane dans les textes, conduit progressivement à réfléchir aux paysages, notion qui s'impose dans la conscience collective des agronomes ; nous n'hésiterons pas dans le futur à lui faire une large place.

Le paysage est intimement lié au terroir, voire au territoire. Dans ce domaine, « *Agricultures* » a beaucoup publié, que ce soit à propos de recherches et de réflexions sur les systèmes agraires, les modes d'élevage, la gestion des campagnes, si diverses, l'utilisation du territoire et de ses produits, l'évolution des activités rurales avec un intérêt particulier pour la relation ville-campagne et les agricultures périurbaines. Tant il est vrai que l'accroissement des agglomérations pose problème à l'agriculture. Lorsque les cités s'étendent, il est nécessaire de

protéger leurs espaces périphériques et divers articles provenant tant des pays du Sud que des zones industrialisées ont traduit ce besoin de les protéger des dégradations (épuration des eaux, déboisement et brûlis excessifs, intensification aveugle...).

On peut suivre à travers de nombreux cas étudiés, l'évolution rapide des agricultures mais aussi comment l'agriculteur s'adapte aux changements provoqués à la fois par le contexte socio-économique de plus en plus contraignant, et par les propositions techniques un peu désordonnées, pour répondre aux nouveaux problèmes posés. Cette admirable adaptation, cette inventivité est traduite dans les articles relatifs aux « agricultures alternatives ». À cet égard, de nombreuses notes proposent d'améliorer localement les conditions alimentaires (mini-élevages, cultures traditionnelles, méthodes adaptées à l'environnement). Elles font intervenir une notion chère à « Agricultures » : la biodiversité, et rejoignent en ce sens les idées de durabilité et de préservation de l'environnement.

Une tendance qui s'est affirmée au long de ces cinq années est celle des recherches concernant la nutrition humaine et les procédés alimentaires. Certes, il y a encore peu d'articles concernant les agro-industries au Nord, mais en revanche, en parallèle avec des situations alimentaires diverses du Sud, on voit émerger une série d'articles concernant l'utilisation de plantes vivrières telles que manioc, niébé, soja ou plantain : des produits locaux pour une agriculture locale ! Quant à la nutrition humaine dans les pays du Nord, elle concerne davantage l'aspect « qualité des aliments ».

Dans ce grand ensemble qui conduit des problèmes de qualité des sols à la nutrition des hommes, les recherches biologiques s'efforcent d'améliorer les productions tant animales que végétales. À travers des dossiers, des synthèses et des brèves, nous avons pu suivre pas à pas l'évolution des disciplines qui concourent à améliorer la quantité et la qualité des produits. Amélioration génétique, protections sanitaires, résistances physiologiques aux conditions de stress, problèmes de fertilité ont tour à tour été développés. Dans la plupart de ces études, la biologie moléculaire et l'utilisation des biotechnologies ont été évoquées, avec un large débat sur le bien fondé de ces méthodes. Tant pour comprendre les phénomènes biologiques (par exemple le stress des végétaux) que pour

innover (par exemple dans le diagnostic des maladies, la « culture *in vitro* » de plantes performantes, l'amélioration génétique), l'outil moléculaire est particulièrement performant, ce qui n'empêche nullement d'appliquer le principe de précaution, largement mis en avant dans nos colonnes, à travers des débats sur le génie génétique et ses aspects, positifs et négatifs, tant biologiques, que socio-économiques et juridiques. Ce dossier restera très largement ouvert dans les années à venir.

L'ensemble des manuscrits reçus et des articles publiés nous a conduit progressivement à prendre position dans le débat sur la sécurité alimentaire mondiale, qui a fait l'objet d'une synthèse multidisciplinaire très large. Le numéro spécial qui lui a été consacré est encore dans toutes les mémoires. Incomplet certes, il montre que notre revue se situe au cœur des événements qui interpellent les différents acteurs œuvrant dans le cadre des agricultures mondiales.

Notre but n'est-il pas de nous inscrire dans cette volonté d'apporter à chacun la « nourriture » dont il a besoin ?

Les agricultures : sciences appliquées, choix de société ou champ clos des marchandages planétaires ?

De nos jours, le vocabulaire exprimant les concepts fondamentaux s'appauvrit au profit de mots gadgets, véhicules du prêt-à-porter idéologique. Par exemple, le sensationnalisme ambiant a déprécié le sens du vocable « nouveauté » qui, de découverte du neuf, est devenu recherche de l'insolite et du paradoxal. Dès lors, la « nouveauté », dans l'acception de Montaigne, conviendrait sans doute mieux pour qualifier la nécessaire créativité qui devra présider à la mise en place des repères capables de guider les agricultures au sein de la francophonie, avec le souci d'une appréhension globale des spécificités sociales et environnementales.

A contrario, diverses méthodes sont utilisées sous nos yeux pour essayer d'imposer la pensée unique, mais ce sont principale-

ment la dérision et la dissimulation qui sont appelées à la rescousse à cet égard.

On émet de fausses évidences qu'on refuse de discuter et ceux qui s'y risquent passent pour bornés ou farfelus. Dès lors, les particularités et les subtilités des différents types d'agricultures et de ceux qui en sont les opérateurs, sont sacrifiées et assimilées par ceux qui croient détenir tout le savoir, à des idées rétrogrades, opposées au progrès et perpétuant les maux anciens.

Quant aux vertus réelles de la concurrence loyale, sensée sélectionner les meilleurs producteurs, elles sont utilisées en réalité pour dissimuler le pouvoir des monopoles financiers pour lesquels les transactions marchandes sont de simples occasions de faire du profit sans risque.

Pour démasquer cette mystification, il est nécessaire de reconnaître les deux types d'agricultures : le premier qui a pour objectif de créer des biens et services (productions animales et végétales, transports, transformations et commercialisation des denrées) et celui de l'agriculture prétexte, qui vise simplement à prélever un surprofit au détriment de la première. Dès lors, l'analyse de tout problème agraire nécessite de répondre à la question suivante : qui fait quoi et au profit de qui ? La réponse de la pensée unique à cette interrogation est simple : que le plus performant fasse ce en quoi il excelle, pour le plus grand profit de tous. Cet apparent bon sens conduit en réalité à écraser les opérateurs et les environnements les plus fragiles au profit de ceux qui bénéficient de façon circonstancielle d'une rente de situation.

Il s'agit en l'occurrence d'un abus de biens sociaux, assimilé frauduleusement au service du bien public, dans le cadre d'une véritable contrainte intellectuelle et morale prenant la forme d'une « coaction ». La coaction, au sens de Fénelon et de Rousseau est l'action de contraindre. De nos jours, elle a une connotation plus douce et se déguise en mondialisation, ce qui fait convivial, et ouvert sur le monde, alors qu'en réalité, c'est le contraire qui en résulte. Il s'agit d'une manière détournée de faire de la coercition, une manière *soft* (en français dans le texte), de capturer la planète sans défense dans les filets d'un impérialisme prédateur.

Diderot, dans ses « Réfutations d'Helvétius », donne une description bucolique de cette anesthésie du citoyen. Selon lui, le gouvernement arbitraire d'un prince juste et éclairé est toujours mauvais « [...] Il enlève au peuple le droit de délibérer,

de vouloir ou de ne vouloir pas, de s'opposer même à sa volonté lorsqu'il ordonne le bien : cependant, ce droit d'opposition, tout insensé qu'il est, est sacré : sans quoi les sujets ressemblent à un troupeau dont on méprise la réclamation sous prétexte qu'on le conduit dans de gras pâturages. »

La mondialisation, qui s'abrite derrière des arguments pseudo-scientifiques pour convaincre de la nécessité d'une uniformisation faussement inéluctable, vise surtout ceux dont les conditions socio-économiques, écologiques ou culturelles se démarquent de celles prônées par « Big Brother ». Sous peine de sanctions, il leur faut se ranger au conformément correct, au risque de détruire cultures, environnements et réseaux relationnels du grand nombre au seul bénéfice du modèle favorisant les plus forts dans l'hyperconcurrence que se livrent les maîtres du marché.

Certes, il serait vain de pleurer le passé ou de vouloir conserver des méthodes ou des structures périmées. Mais on ne peut cependant se laisser aveugler par d'éblouissantes promesses de pacotille. Le succès des marchés de villages ou de quartiers montre, à cet égard, que le consommateur a plus d'un tour dans son sac pour se protéger des nourritures virtuelles. Cela étant, il convient de s'engager pleinement dans l'utilisation de nouveaux savoirs et de nouveaux outils pour établir de façon prospective les valeurs porteuses des agricultures de demain au sein de la francophonie.

De plus en plus souvent, les applications des sciences connaissent des climats d'insécurité ou d'antagonisme qui les rendent difficiles à gérer. Divers facteurs interviennent en la matière, notamment l'évolution rapide des technologies, le raffinement des méthodes d'analyse, les conflits d'intérêt, financiers ou sociétaux, tant nationaux qu'internationaux, le

manque de transparence vis-à-vis d'un corps social souvent peu au fait des enjeux en cause et des mécanismes sous-jacents, mais tenu en haleine par les médias. Ce chassé-croisé crée des situations d'ambiguïté qui pèsent négativement sur l'analyse des situations, l'évaluation des risques et les choix de société qui s'y rapportent.

Les législations tentent vaille que vaille de résoudre les difficultés en codifiant des modes opératoires ainsi que des règles relationnelles entre les parties, mais leurs applications sur le terrain souffrent des déséquilibres de rapports de force et de la diversité des traditions et des règlements selon les zones de leurs applications.

Quant aux expertises et aux experts, indispensables pour permettre une décision souvent liée aux politiques, ils font l'objet d'une méfiance croissante eu égard à leur partialité supposée ou avérée, alors que leur crédibilité est la pierre de touche de la qualité de leurs avis. Souvent aussi, leur manque d'ouverture pluridisciplinaire dans la prise en compte de l'ensemble des filières concernées et des interactions complexes entre leurs composantes, mettent en cause la pertinence de leurs sentences. S'impose dès lors, l'élaboration d'une déontologie renouvelée de l'expertise scientifique et technique, qui aille au-delà de la spécialisation parcellaire et qui soit capable d'élaborer des avis surmontant les compromis boiteux entre États ou entre groupes de pression.

Les interactions entre science, économie et société vont donc s'avérer cruciales à l'avenir, surtout pour ce qui est des matières complexes comme celles qui régissent les agricultures au sens large, avec leurs impacts au niveau des consommateurs.

Vont donc continuer à se poser avec acuité les aspects éthiques (choix de

valeurs morales et culturelles), l'appréciation des risques liés aux changements, ainsi que l'assomption des responsabilités en prenant en compte de manière systématique les conséquences des actions ponctuelles. Quant aux conflits d'intérêt qui certes continueront d'exister, il serait sans doute plus judicieux de les identifier pour permettre une négociation ouverte entre les parties, plutôt que de les camoufler derrière de pseudo-impératifs incontournables, prenant la forme de slogans martelés sous le couvert de la pensée unique.

Sans vouloir se poser comme juge en la matière, les *Cahiers Agricultures* devront se donner le rôle de médiateur entre les partenaires, de caisse de résonance des points de vue et parfois de conciliateur en facilitant les contacts et les échanges et en promouvant les synergies.

Car nous pensons qu'une activité économique et sociale qui concerne, à des titres divers, des composantes aussi fondamentales des nations de la francophonie, ne peut être traitée comme une simple marchandise délocalisable, mais demande au contraire une approche intégrée assurant synergie et coopération, dans le respect des situations propres des partenaires. Faute de quoi, les fractures ne manqueront pas de s'approfondir, au grand dam de l'utopie que nous avons en partage.

À cet effet, nous demeurerons à l'écoute des lecteurs actuels et potentiels de la revue et nous continuerons à accueillir les contributions de qualité que des auteurs nous confient en nombre croissant, tout en plaidant pour que les particularités culturelles et culturelles résistent au broyage par les forces aveugles qui prétendraient enrégimenter la planète entière. Car, nous inspirant de l'aphorisme d'une haute personnalité qui partage ces préoccupations, nous souhaitons une démocratie de marché, pas une dictature du marché ■